

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSÉES

MPE/AG

A R R E T E

n° 990617 du 31 MAR 1999 portant
retrait de l'arrêté préfectoral n° 983467 du 11 décembre 1998

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée ;
- VU l'arrêté n° 983467 du 11 décembre 1998 portant mise en demeure la société CUMMINS WÄRTSILÄ de se conformer aux prescriptions techniques applicables à ses dépôts d'hydrocarbures et son installation de distribution de liquides inflammables ;
- VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées daté du 3 mars 1999 ;

CONSIDÉRANT qu'une mise à jour régulière des prescriptions techniques générales types relatives aux dépôts d'hydrocarbures et aux installations de distribution de liquides inflammables est nécessaire ;

CONSIDÉRANT que des erreurs matérielles se sont glissées dans la rédaction de l'arrêté de mise en demeure du 11 décembre 1998 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité

ARRETE

Article 1er

L'arrêté n° 983467 du 11 décembre 1998 portant mise en demeure à la société CUMMINS WÄRTSILÄ sise à MULHOUSE de se conformer aux prescriptions techniques générales applicables aux dépôts de liquides inflammables et aux installations de distribution de liquides inflammables, contenues dans les arrêtés types n° 253 et 261 bis est retiré.

Article 2

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le 31 MAR 1999

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Signé : O. LAURENS-BERNARD

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation

Le Directeur du Service

Jeanine GRUSSY